

ANALYSE PAR LA DIRECTION DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Cette analyse de la direction présente de l'information sur les activités de TSO₃ inc., ainsi qu'une comparaison des résultats d'exploitation et de la situation financière pour les exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006. Les informations qui suivent doivent être lues en parallèle avec les états financiers vérifiés et les notes afférentes. À moins d'avis contraire, tous les chiffres sont exprimés en dollars canadiens.

SURVOL

Fondée en juin 1998, TSO₃ (la « Société ») a mis au point un nouveau procédé de stérilisation unique utilisant l'ozone comme agent stérilisant. Le premier appareil issu de cette plate-forme technologique, le stérilisateur à l'ozone 125L, a été conçu pour permettre la stérilisation de la nouvelle génération d'instruments chirurgicaux et diagnostiques composés de matériaux sensibles à la chaleur, surtout des polymères. Dotée de l'homologation de Santé Canada depuis le 3 mai 2002, la Société obtenait, le 3 septembre 2003, l'autorisation de la *Food and Drug Administration (FDA)* des États-Unis pour la commercialisation de son stérilisateur à l'ozone 125L et de l'indicateur chimique qui l'accompagne.

FORCE DE VENTE INTERNE

La Société appuie sa stratégie de commercialisation sur l'embauche de sa propre force de vente. Depuis le début de 2006, la Société a procédé à l'embauche de plusieurs représentants, et ce, majoritairement sur le territoire américain. L'équipe en place profite de la contribution de professionnels de la vente ayant une vaste expérience avec l'équipement de capitalisation destiné tant aux blocs opératoires qu'aux centrales de stérilisation.

SITES PILOTES CANADIENS ET SITES DE RÉFÉRENCE AMÉRICAINS

La Société obtient une reconnaissance des marchés pour sa technologie innovante en favorisant l'utilisation de son stérilisateur à l'ozone 125L dans divers hôpitaux canadiens et américains de grande réputation. Un des éléments importants de la stratégie de la Société visant l'introduction de sa technologie a été la mise en place de sites de référence auprès d'hôpitaux réputés sur le territoire nord-américain. L'objectif des sites de référence était principalement de permettre aux utilisateurs de se servir de l'appareil en situation réelle d'opération et également afin que la Société bénéficie de références pour ses futurs clients. Au 31 décembre 2007, tous les sites de référence avaient terminés leurs essais, et ce, tout en rencontrant les objectifs de la Société. En effet, ces sites de référence contribuent aux efforts commerciaux de TSO₃ en acceptant de témoigner de leurs appréciations du stérilisateur à l'ozone auprès des clients potentiels de la Société.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Exercices terminés les 31 décembre (en milliers de dollars, sauf perte/action)

	2007	2006	2005
Ventes	1 731 \$	1 070 \$	172 \$
Exploitation	1 892 \$	1 643 \$	994 \$
Marketing	4 189 \$	3 185 \$	1 873 \$
Recherche et développement (avant crédits d'impôts)	1 782 \$	1 682 \$	1 878 \$
Administration	3 228 \$	3 090 \$	2 378 \$
Frais financiers	17 \$	18 \$	14 \$
Autres revenus	1 465 \$	1 071 \$	530 \$
Perte nette	7 912 \$	7 477 \$	6 435 \$
Perte nette par action	0,17 \$	0,20 \$	0,19 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	45 321	36 560	33 824

VENTES

Les ventes ont connu une hausse de 661 278 \$ (soit 61,8 %) pour atteindre 1 731 017 \$, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007, comparativement à un montant de 1 069 739 \$ pour 2006. La Société a annoncé, au cours de l'exercice 2007, la vente de 16 stérilisateur à l'ozone 125L et des accessoires qui les accompagnent, comparativement à la vente de huit appareils et de ses accessoires lors de l'exercice précédent. Selon notre politique de reconnaissance des revenus, la Société est en mesure de comptabiliser ses revenus au moment du transfert de propriété, soit lors de la livraison des appareils. En conséquence, des 16 contrats de vente reçus en 2007, 11 ventes ont été comptabilisées au cours de l'exercice. Les cinq autres contrats de vente seront comptabilisés à titre de revenus lors de la livraison des appareils. La reconnaissance des revenus de ces derniers appareils représentera un montant de 874 366 \$.

EXPLOITATION

Les frais d'exploitation ont connu une hausse de 248 552 \$ (soit 15,1 %) pour atteindre 1 891 668 \$, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007, comparativement à un montant de 1 643 116 \$ pour 2006. Les frais d'exploitation sont principalement reliés au département de fabrication, aux coûts de fabrication des appareils et au service à la clientèle de la Société. Ayant vendu plus d'appareils durant l'exercice, l'écart entre les deux périodes s'explique principalement par une augmentation du coût des marchandises vendues.

MARKETING

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007, les frais de ventes et marketing ont connu une hausse de 1 004 470 \$ (soit 31,5 %) pour atteindre 4 189 403 \$ comparativement à un montant de 3 184 933 \$ pour 2006. La hausse entre les deux exercices s'explique principalement par une augmentation de la masse salariale due à la croissance de l'équipe de ventes et marketing de même que par une augmentation des frais de représentation et des commissions payées aux représentants des ventes, ainsi que des frais reliés aux expositions commerciales. En contrepartie, les frais reliés au versement de bonis et à au recrutement de professionnels de la vente ont connu une baisse au cours de l'exercice 2007.

ACTIVITÉS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007, la Société a poursuivi, selon les budgets prévus, ses travaux de recherche et développement. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007, les frais de R-D avant crédits d'impôts ont connu une hausse de 99 840 \$ (soit 5,9 %) pour atteindre 1 782 253 \$ comparativement à 1 682 413 \$ en 2006. La hausse entre les deux exercices s'explique par une augmentation des achats de différents matériaux et par une augmentation des frais reliés au programme de recherche sur les prions.

ADMINISTRATION

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007, les frais d'administration ont connu une hausse de 137 635 \$ (soit 4,5 %) pour atteindre 3 228 206 \$ comparativement à un montant de 3 090 571 \$ pour 2006. Cette hausse s'explique par une augmentation du poste *rémunération à base d'actions*, des honoraires professionnels, des salaires et des avantages sociaux. En contrepartie, les frais reliés au versement de bonis ont connu une baisse au cours de l'exercice 2007.

AUTRES REVENUS

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007, les autres revenus ont connu une hausse de 393 676 \$ (soit 36,7 %) pour atteindre 1 465 153 \$ comparativement à un montant de 1 071 477 \$ pour 2006. Cette hausse s'explique principalement par une augmentation au niveau des revenus de placements. En contrepartie, la Société a connu une perte sur taux de change de même qu'une baisse au niveau des crédits d'impôts à la R-D au cours de l'exercice 2007.

PERTES NETTES

La Société a enregistré, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007, une perte nette de 7 912 490 \$, soit 0,17 \$ par action, comparativement à une perte nette de 7 477 443 \$, soit 0,20 \$ par action, pour l'exercice 2006.

SITUATION FINANCIÈRE

aux 31 décembre (en milliers de dollars)

	2007	2006	2005
Liquidités (trésorerie, équivalence de trésorerie et placements temporaires)	26 205 \$	7 309 \$	14 595 \$
Débiteurs	975 \$	811 \$	344 \$
Stocks	2 996 \$	3 388 \$	3 303 \$
Immobilisations corporelles	508 \$	391 \$	416 \$
Actifs incorporels	3 664 \$	3 712 \$	3 832 \$
Produits perçus d'avance	146 \$	76 \$	962 \$
Capital-actions et surplus d'apport	80 682 \$	52 149 \$	50 657 \$
Avoir des actionnaires	33 041 \$	14 624 \$	20 610 \$

LIQUIDITÉS ET SITUATION FINANCIÈRE

La Société a conservé une position de liquidité adéquate en 2007. Au 31 décembre 2007, la trésorerie, les placements temporaires et les débiteurs s'élevaient à 27 180 185 \$ comparativement à 8 119 901 \$ au 31 décembre 2006.

STOCKS

Au 31 décembre 2007, dans l'actif à court terme, le montant relatif aux stocks était de 2 996 409 \$ comparativement à 3 387 837 \$ au 31 décembre 2006. Ces sommes ont été allouées à la fabrication d'un parc d'appareils destiné à la commercialisation du stérilisateur à l'ozone. La variation s'explique par une diminution du niveau de l'inventaire entre les deux périodes.

CAPITAL-ACTIONS ET SURPLUS D'APPORT

Au 31 décembre 2007, le capital-actions et surplus d'apport s'élevaient à 80 681 660 \$ comparativement à 52 148 977 \$ au 31 décembre 2006. L'augmentation entre les deux exercices est principalement attribuable à l'émission d'actions lors d'un financement réalisé au cours de l'exercice, où la Société avait procédé à l'émission de 9 200 000 unités au prix de 2,50\$ chacune. De plus notamment, 1 633 300 bons de souscription, émis lors d'un financement précédent, ont été exercés au cours de l'exercice 2007, et ce, à un prix d'exercice de 2,50 \$.

VERSEMENTS DE CAPITAL REQUIS ET ENGAGEMENTS

Les versements de capital requis ainsi que les différents engagements contractuels s'échelonnent comme suit au cours des prochains exercices :

	2008	2009	2010	2011	2012
Contrats de R-D	97 389 \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Contrats de location d'exploitation et contrats de service	123 783	46 710	40 839	3 333	-
Total	221 172 \$	46 710 \$	40 839 \$	3 333 \$	- \$

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(000\$ sauf perte/action)	2007				2006			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Ventes	676	281	575	199	434	34	301	301
Autres revenus	399	331	561	174	242	150	443	236
Pertes nettes	2 166	2 043	1 634	2 069	1 967	2 013	1 492	2 005
Perte nette par action (de base et diluée)	0,04	0,04	0,04	0,05	0,05	0,06	0,04	0,05

Ce tableau montre l'évolution trimestrielle des ventes et des autres revenus ainsi que la perte. À la lecture du tableau, on constate que le poste *perte nette par action* a été très stable et constant depuis les huit derniers trimestres.

QUATRIÈME TRIMESTRE

Période de trois mois terminée le 31 décembre 2007, comparativement à la période de trois mois terminée le 31 décembre 2006.

VENTES

Les ventes se sont élevées à 675 616 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2007 comparativement à 433 629 \$ pour la période correspondante de 2006. La Société a annoncé la vente de six appareils et ses accessoires au cours du quatrième trimestre de 2007 comparativement à la vente de trois appareils et ses accessoires pour le trimestre correspondant de 2006. Des six contrats de vente reçus, quatre ventes ont été comptabilisées au quatrième trimestre de 2007. Les deux autres contrats de vente seront comptabilisés à titre de revenus lors de la livraison des appareils.

EXPLOITATION

Les frais d'exploitation de la Société se sont élevés à 645 336 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2007 comparativement à 456 976 \$ pour la même période en 2006. L'écart entre les deux trimestres s'explique par une augmentation du coût des marchandises vendues suite aux ventes d'un nombre plus élevé d'appareils durant la période ainsi que par une augmentation des frais reliés au service après-vente et à la production, suite à la croissance du nombre de techniciens entre les deux périodes.

MARKETING

Les frais de marketing se sont élevés à 1 149 804 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2007 comparativement à 895 178 \$ pour la même période en 2006. Cette augmentation s'explique par une augmentation de la masse salariale due à la croissance de l'équipe de ventes et marketing de même que par une augmentation des frais de représentation et des commissions payées aux représentants des ventes, ainsi que des frais reliés aux expositions commerciales. En contrepartie, les frais reliés au versement de bonis ont connu une baisse entre les deux périodes.

ACTIVITÉS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2007, les frais de recherche et développement, avant crédits d'impôts, se sont élevés à 514 814 \$ comparativement à 414 830 \$ pour la même période en 2006. La hausse entre les deux périodes s'explique principalement par une augmentation des achats de différents matériaux et par une augmentation de la masse salariale due à la croissance de l'équipe de R-D entre les deux périodes.

ADMINISTRATION

Les frais d'administration se sont élevés à 924 850 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2007 comparativement à 870 078 \$ pour la même période en 2006. Cette hausse s'explique par une augmentation des honoraires professionnels, salaires et des avantages sociaux reliés à l'administration. En contrepartie, les frais reliés au poste *rémunération à base d'actions* ont connu une baisse entre les deux périodes.

AUTRES REVENUS

La Société affiche, pour le quatrième trimestre de 2007, au poste *autres revenus* un montant de 398 667 \$ comparativement à 241 852 \$ pour la même période en 2006. Cette hausse, entre les deux périodes, s'explique par une augmentation au niveau des revenus de placements. En contrepartie, la Société a connu une perte sur taux de change de même qu'une baisse au niveau des crédits d'impôts à la R-D entre les deux périodes.

PERTES NETTES

La Société a enregistré, pour le quatrième trimestre de 2007, une perte nette de 2 166 603 \$, soit 0,04 \$ par action, comparativement à une perte de 1 966 937 \$ pour la même période de 2006, soit de 0,05 \$ par action.

RESSOURCES FINANCIÈRES

Les principaux besoins en capitaux de la Société consistent à financer ses activités de recherche et développement, ses frais d'exploitation et administratifs, ses frais de commercialisation, son fonds de roulement et ses dépenses en immobilisation. Historiquement, la Société a financé ses activités à partir de diverses rondes de financement public et privé de même que par l'obtention de diverses subventions gouvernementales. Depuis sa fondation en juin 1998, la Société a levé plus de 70 000 000 \$ issus de la vente de ses actions.

Pour l'exercice de 12 mois terminé le 31 décembre 2007, le taux d'absorption mensuel des liquidités (burn rate) a été de l'ordre de 560 000 \$. La Société est d'avis que ses liquidités actuelles seraient suffisantes pour financer ses activités pour une période minimale de deux ans.

La Société a conclu, le 8 mars 2007, un financement de 23 000 000 \$ par l'émission de 9 200 000 unités. Chaque unité comprend une action ordinaire et un demi-bon de souscription. Chacun des 4 600 000 bons de souscription ainsi émis permet l'achat d'une action ordinaire à un prix de 3,00 \$, et ce, jusqu'au 8 mars 2009. De plus à titre de contrepartie additionnelle dans le cadre de cette émission d'unités, la Société a octroyé 460 000 bons de souscription aux placeurs pour compte. Chaque bon permet de souscrire à une action ordinaire de la Société à un prix de 2,50 \$ et ce, d'ici le 8 septembre 2008.

Par ailleurs, la Société a notamment encaissé au cours de l'exercice 2007, la somme de 4 033 250 \$ suite à l'exercice de 1 633 300 bons de souscription au prix de 2,50 \$. Émis en 2005, ces bons de souscription expiraient le 7 juillet 2007.

La Société dispose également d'une marge de crédit lui permettant d'obtenir des avances jusqu'à un maximum de 350 000 \$. Cette marge de crédit, qui est renouvelable annuellement, porte intérêt au taux préférentiel plus 1,0 %. Les comptes débiteurs et les stocks de la Société sont donnés en garantie de cette marge de crédit et la Société doit respecter certains ratios financiers que l'on retrouve habituellement dans ce type de prêt. Au 31 décembre 2007, cette marge de crédit était inutilisée.

RESSOURCES FINANCIÈRES (suite)

La Société investit ses espèces disponibles dans des titres hautement liquides à revenu fixe provenant d'organismes gouvernementaux, paragouvernementaux et municipaux, ainsi que d'entreprises bénéficiant de notations de crédit élevées. Ces titres sont choisis en fonction du calendrier prévu des dépenses et en fonction des taux d'intérêt en vigueur. De plus, la Société ne détient pas de placements dans du Papier Commercial Adossé à des Actifs (Asset Backed Commercial Paper) qui ne sont pas garantis par des institutions financières ou par le gouvernement.

Au 31 décembre 2007, le nombre d'actions en circulation était de 47 863 402.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice terminé le 31 décembre 2007 comparativement à l'exercice terminé le 31 décembre 2006

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'exploitation ont diminué de 1 611 812 \$ pour atteindre 6 425 391 \$, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007, comparativement à 8 037 203 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006. Malgré l'augmentation de la perte nette entre les deux exercices, cette diminution de l'utilisation des liquidités provenant des activités d'exploitation s'explique principalement par une diminution de la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement. Cette dernière baisse s'explique principalement par une diminution, entre les deux exercices, de la variation des stocks et par une diminution de la variation des produits perçus d'avance.

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007 ont été de 4 432 380 \$ principalement attribuables à des acquisitions de placements. Les flux de trésorerie provenant par les activités d'investissement pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006 ont été de 7 208 924 \$ principalement attribuables à des dispositions de placements.

Les flux de trésorerie provenant des activités de financement pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007 ont été de 25 630 716 \$ attribuables à l'émission d'actions lors de la ronde de financement de 23 millions de dollars effectué au cours de l'exercice 2007, de même que par l'exercice de bons de souscription et d'options. Les flux de trésorerie provenant des activités de financement pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006 ont été de 840 426 \$ principalement attribuables à l'exercice de bons de souscription et d'options.

QUATRIÈME TRIMESTRE

Les flux de trésorerie, utilisés par les activités d'exploitation, ont diminué de 204 543 \$ pour atteindre 1 668 116 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2007 comparativement à 1 900 446 \$ pour la période correspondante de 2006.

Les flux de trésorerie, utilisés par les activités d'investissement pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2007, ont été de 1 531 616 \$ principalement attribuables à des acquisitions de placements. Les flux de trésorerie, utilisés par les activités d'investissement pour la période correspondante de 2006 ont été de 3 970 530 \$ attribuables à des dispositions de placements.

QUATRIÈME TRIMESTRE (suite)

Les flux de trésorerie, provenant des activités de financement pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2007, ont diminué de 395 002 \$, par rapport à la période correspondante de 2006.

TRANSACTION HORS BILAN

La Société n'a réalisé aucune transaction hors bilan au cours de l'exercice 2007.

TRANSACTIONS APPARENTÉES

La Société loue les locaux qu'elle utilise d'une entreprise détenue par des actionnaires de la Société.

Au cours des trois derniers exercices complets, la Société a effectué les transactions apparentées suivantes, mesurées à la juste valeur :

	2007	2006	2005
Loyer	59 365 \$	57 804 \$	56 560 \$
Autres frais reliés au bail	67 069	76 431	73 462
	126 434 \$	134 235 \$	130 022 \$

CONVENTIONS COMPTABLES IMPORTANTES

Les états financiers de la Société sont préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Les conventions comptables importantes de la Société comprennent l'utilisation d'estimations, la durée de vie utile ou la juste valeur des actifs incorporels ainsi que la politique de constatation des revenus. Certaines de nos conventions comptables importantes exigent l'utilisation de jugement dans leur application ou l'estimation de sujets fondamentalement incertains. Les conventions comptables que nous jugeons être les plus importantes et nécessitant l'utilisation de jugement dans leur application sont énumérées ci-après :

ACTIFS INCORPORELS

Les actifs incorporels sont constitués du coût d'acquisition d'une licence portant sur un brevet, du coût d'acquisition d'une technologie, incluant tous les droits qui y sont rattachés, du coût des brevets et du coût des marques de commerce.

L'amortissement des actifs incorporels est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie de ceux-ci, soit :

Brevets	20 ans
Licence	16 ans
Marques de commerce	10 et 15 ans

ACTIFS INCORPORELS (suite)

La technologie est amortie selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une durée de vie utile estimative de 20 ans.

Ainsi, une charge d'amortissement des actifs incorporels de 228 596 \$ a été enregistrée au cours de l'exercice 2007.

Les actifs incorporels font périodiquement l'objet d'un test de dépréciation qui repose sur une estimation des flux de trésorerie non actualisés pour la période d'amortissement restante. Toute baisse de valeur détectée par ce test serait portée aux résultats de la période au cours de laquelle elle surviendrait.

CONSTATATION DES REVENUS

La Société génère des revenus principalement par la vente d'unités de stérilisation à l'ozone, de pièces et d'accessoires relatifs à ces unités et par des contrats de service et d'entretien des unités. La Société s'engage généralement dans des accords de prestations multiples génératrices de produits qui incluent la livraison des unités, l'installation, l'entretien, le service après-vente et les services de consultation. La Société constate ses revenus lorsqu'il existe des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, que les marchandises sont expédiées aux clients, que le prix est déterminé ou déterminable et que l'encaissement est raisonnablement assuré.

Les revenus provenant d'accords de prestations multiples, génératrices de produits, sont reconnus séparément pour chacun des éléments lorsque des preuves objectives en possession de la Société existent. Si celles-ci ne peuvent être établies, les revenus sont reportés et reconnus linéairement sur la durée du contrat.

Les revenus relatifs aux unités vendues, aux pièces et aux accessoires reliés à ces unités, aux services d'installation et de consultation sont reconnus lors de la livraison et de l'acceptation par le client des services reçus. Les contrats d'entretien et de service sont reconnus linéairement sur la durée du contrat.

RÉMUNÉRATION ET AUTRES PAIEMENTS À BASE D' ACTIONS

Depuis le 1^{er} janvier 2004, la Société comptabilise la rémunération et autres paiements à base d'actions selon la méthode de la juste valeur, comme le demande la nouvelle règle émise par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). La dépense de rémunération rattachée à ce mode de paiement en actions est constatée aux résultats. L'adoption de cette norme comptable a entraîné une charge de rémunération de 678 424 \$ en 2007 (651 630 en 2006). Les options octroyées au cours des exercices 2003 à 2007 entraîneront également des charges additionnelles de rémunération de 343 666 \$ en 2008, 123 687 \$ en 2009 et 15 370 \$ en 2010. Ces charges sont des opérations non monétaires.

CLASSIFICATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS – PLACEMENTS TEMPORAIRES

Les placements temporaires sont classés à titre d'instruments détenus à des fins de transaction à ce titre. Ils sont comptabilisés à la juste valeur. L'augmentation ou la diminution de la juste valeur est comptabilisée à titre de revenus de placements et est présentée à l'état des résultats sous la rubrique *autres revenus*.

JUSTE VALEUR

La juste valeur des instruments financiers correspond au montant auquel cet instrument financier pourrait être négocié en toute connaissance de cause et volontairement entre les parties impliquées. La juste valeur est basée sur les prix (cours acheteur-vendeur) provenant d'un marché actif. Si ce n'est pas le cas, la juste valeur est basée sur les prix du marché prévalant pour des instruments ayant des caractéristiques et des profils de risque similaires ou des modèles d'évaluation interne ou externe utilisant des données observables sur le marché.

La juste valeur de l'encaisse, des débiteurs, des créditeurs, des charges à payer et des produits différés correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

COÛTS DE TRANSACTIONS LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Les coûts de transactions liés aux actifs financiers classés détenus à des fins de transaction et aux passifs financiers classés détenus à des fins de transaction sont comptabilisés aux résultats au moment où ils sont engagés.

INCIDENCE DES MODIFICATIONS DANS LES CONVENTIONS COMPTABLES

A) MODIFICATIONS COMPTABLES

Incidences de l'adoption des instruments financiers

Le 1^{er} janvier 2007, la Société a adopté les nouvelles normes comptables de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») concernant les instruments financiers (chapitre 3855) et autres éléments du résultat étendu (chapitre 1530). Les données relatives aux exercices précédant le 1^{er} janvier 2007 n'ont pas été redressées.

L'application des nouvelles normes s'est faite de façon prospective sans retraitement des états financiers comparatifs.

Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation

Les actifs financiers, assujettis à la nouvelle norme, sont classés dans l'une des catégories suivantes : détenus à des fins de transaction, disponibles à la vente, détenus jusqu'à l'échéance ou prêts et créances. Les passifs financiers, assujettis à la nouvelle norme, sont classés dans l'une des catégories suivantes : détenus à des fins de transaction ou autres passifs financiers. La nouvelle norme permet aux entités de désigner tout instrument financier comme détenu à des fins de transaction lors de sa comptabilisation initiale ou lors de l'adoption de cette norme, et ce, même si cet instrument financier ne répond pas à la définition d'un instrument financier détenu à des fins de transaction. Les instruments financiers classés détenus à des fins de transaction en vertu de l'option d'évaluation à la juste valeur doivent avoir une juste valeur fiable.

La juste valeur des instruments financiers est le montant auquel les instruments financiers pourraient être négociés en toute connaissance de cause et volontairement entre les parties concernées. La juste valeur est établie à partir des prix (cours acheteur/vendeur) provenant d'un marché actif. Si ce n'est pas le cas, la juste valeur est basée sur les prix de marché prévalant pour des instruments ayant des caractéristiques et des profils de risques similaires ou des modèles d'évaluation interne ou externe utilisant des données observables sur le marché.

Résultat étendu

À la suite de l'adoption des nouvelles normes, un nouveau poste, *cumul des autres éléments du résultat étendu* (AERE), a été ajouté aux capitaux propres dans le bilan. Le nouveau poste inclut les gains et pertes non réalisés nets d'impôts des actifs financiers classés comme disponibles à la vente ainsi que les gains et pertes sur écart de conversion des établissements étrangers autonomes.

Le 1^{er} janvier 2007, la Société a apporté les ajustements suivants à son bilan afin de se conformer aux nouvelles normes comptables :

	2 0 0 7	2 0 0 6
Augmentation (diminution)		
Bilan		
Placements temporaires, détenus à des fins de transaction	20 216 \$	- \$
État du déficit		
Modifications comptables	(20 216)	-
	- \$	- \$

Autres éléments du résultat étendu

En vertu des nouvelles normes comptables de l'ICCA, la Société doit présenter un état du résultat étendu. Compte tenu que la Société a classifié l'ensemble de ses instruments financiers à titre d'instruments financiers détenus à des fins de transaction, aucun élément de variation n'a à être constaté dans le résultat étendu. En conséquence, la perte nette correspond au total du résultat étendu.

B) MODIFICATIONS COMPTABLES À VENIR

Au cours des exercices 2006 et 2007, l'ICCA a publié quatre nouvelles normes comptables : le chapitre 1535, intitulé : « *Informations à fournir concernant le capital* », le chapitre 3862, intitulé : « *Instruments financiers – Informations à fournir* », et le chapitre 3863, intitulé : « *Instruments financiers – Présentation* » et le chapitre 3031, intitulé : « *Stocks* ». Ces chapitres entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2008 pour la Société.

- 1) Stocks : Le chapitre 3031 donne des directives sur la détermination du coût et sa comptabilisation ultérieure en charges, y compris toute dépréciation jusqu'à la valeur nette de réalisation. Il donne également des commentaires sur les méthodes de détermination du coût qui sont utilisées pour imputer les coûts aux stocks.
- 2) Instruments financiers : Les chapitres 3862 et 3863 remplacent le chapitre 3861, intitulé : « *Instruments financiers – Informations à fournir et présentation* », modifiant et augmentant les exigences en matière d'information à fournir. Les chapitres 3862 et 3863 accordent une importance accrue à l'information à fournir, permettant aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels la Société est exposée et la façon dont elle gère ces risques.

PERSPECTIVES

La Société œuvre dans une industrie dominée par des compagnies multinationales et commercialisant principalement deux technologies de stérilisation au gaz à basse température, soit l'oxyde d'éthylène et le peroxyde d'hydrogène. La Société vise, dans un premier temps, les centrales de stérilisation en milieu hospitalier : un marché conservateur qui impose, par ses procédures administratives, un long cycle d'achat. Pour tirer son épingle du jeu, la Société mise sur une combinaison d'avantages propres à sa technologie de stérilisation à l'ozone - un procédé unique au monde qui allie efficacité, économie et sécurité - mais également sur sa propre force de vente, constituée de professionnels expérimentés dans le domaine de la vente d'appareils de capitalisation auprès d'hôpitaux.

Par ailleurs, une part importante des revenus de la Société est réalisée en dollar américain. La variation du taux de change en faveur du dollar canadien versus le dollar américain affecte négativement le bénéfice de la Société. Par contre, la Société profite d'une protection naturelle. En effet, environ 35 % des frais de TSO₃ sont actuellement en dollar américain. De plus, la Société œuvre dans une industrie d'innovation technologique où une hausse des prix des produits est fréquente. La Société a ainsi pu compenser en grande partie l'effet de la variation des taux de changes.

FACTEURS DE RISQUES

RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Les activités de la Société supposent certains risques et incertitudes propres à l'industrie dans laquelle elle évolue. Toutefois, la direction a mis en place une stratégie visant à réduire ces risques, notamment :

RISQUES RELATIFS AUX OPÉRATIONS À L'ÉTRANGER

TSO₃ devra effectuer la majeure partie de ses ventes à l'extérieur du Québec et du Canada, soit aux États-Unis et en Europe. Cette nécessité d'une commercialisation à l'échelle internationale placera la Société en concurrence directe avec des entreprises disposant de réseaux et de ressources plus importants que les siens. Rien ne peut garantir que les efforts de commercialisation qu'entend mener la Société sur les marchés internationaux, seule ou par le biais d'alliances stratégiques, seront couronnés de succès. Au niveau international, les activités de TSO₃ et ses perspectives d'avenir peuvent être touchées de façon négative par des facteurs tels que les politiques du Canada, des États-Unis et des gouvernements étrangers visant le commerce étranger, les investissements et les impôts, le contrôle des taux de change et la fluctuation de ceux-ci, les risques politiques et de plus longs cycles de paiement. Ces facteurs pourraient avoir un effet négatif important sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

COMPATIBILITÉ, BIOCAMPATIBILITÉ ET PROJETS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Tous les procédés de stérilisation peuvent affecter les instruments médicaux ou en altérer les qualités essentielles avec le temps. En raison de l'oxydation qui se produit au contact de l'ozone et de la nature des instruments soumis au procédé de stérilisation, TSO₃ limite au minimum la quantité et la durée de contact de l'ozone avec les objets soumis au processus de stérilisation ; cependant, l'oxydation peut avoir divers effets selon les matériaux. Pour véritablement établir la valeur commerciale de son procédé de stérilisation, TSO₃ devra continuer de démontrer la compatibilité de sa technologie avec une gamme importante d'instruments médicaux. Même si les travaux et les essais menés jusqu'à maintenant par TSO₃ permettent à la direction de dire que son procédé de stérilisation à l'ozone respecte l'intégrité d'un nombre important d'instruments médicaux actuellement utilisés en milieu hospitalier, la Société devra poursuivre de manière continue des études systématiques à cet égard. Par ailleurs, la Société ne peut garantir un succès quant à l'issue des différents projets de recherche et développement.

DÉPENDANCE ENVERS LE PERSONNEL-CLÉ

La Société estime que son succès continuera de dépendre de sa capacité à attirer et à conserver des dirigeants qualifiés et d'autres membres du personnel-clé. La perte d'un employé-clé pourrait avoir un effet négatif important sur TSO₃.

GESTION DE LA CROISSANCE

La réalisation de ses objectifs immédiats pourrait propulser la Société dans une phase de croissance importante et rapide et l'obliger à augmenter considérablement ses effectifs, le nombre de ses partenaires, ses flux de trésorerie et ses capacités opérationnelles.

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET RISQUES DE CONTREFAÇON

Le succès de la Société dépend de sa technologie exclusive. TSO₃ s'appuie sur une combinaison de brevets, de secrets commerciaux, d'ententes de non-divulgaration et de dispositions contractuelles diverses pour protéger sa technologie exclusive. Rien ne peut garantir que les mesures prises par TSO₃ seront suffisantes pour empêcher l'appropriation illicite ou la contrefaçon de sa technologie par des tiers.

RISQUES DE CONCURRENCE

Les produits de la Société font face à une forte concurrence. Bon nombre des concurrents de la Société possèdent des ressources financières et commerciales supérieures aux siennes. Par ailleurs, les concurrents actuels et éventuels de TSO₃ pourraient développer des produits ou des procédés plus efficaces et moins coûteux à utiliser que n'importe lequel des produits ou des procédés que TSO₃ pourrait développer ou utiliser sous licence, ou encore qui pourraient rendre ses produits ou ses procédés désuets. La forte concurrence que se livrent les entreprises dans le secteur de la stérilisation pourrait contraindre TSO₃ à diminuer le prix de vente de ses produits ou à consacrer plus de temps et de ressources financières à leur mise en marché.

QUESTIONS LIÉES À LA RESPONSABILITÉ DU FAIT DU PRODUIT

Dans le domaine de la santé, les poursuites judiciaires, pour des sommes souvent très élevées, sont de plus en plus courantes, surtout aux États-Unis, de la part de patients, d'employés ou de bénéficiaires. À l'occasion de telles poursuites, certains réclameurs pourraient alléguer et mettre en cause la non-stérilité de certains instruments ou la non-performance des produits vendus installés par TSO₃ ou dérivés de ses technologies. Pour se prémunir contre les inconvénients de telles poursuites, la Société est d'avis qu'elle possède une couverture d'assurance adéquate.

ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET PLACEMENTS TEMPORAIRES

La Société est exposée à différents types de risques dont ceux liés à l'utilisation d'instruments financiers. Afin de gérer les risques liés à l'utilisation d'instruments financiers inclus dans les différents types de placements composant les équivalents de trésorerie et placements temporaires, des contrôles ont été mis en place, notamment la politique de gestion de trésorerie et de gestion des risques. Ces mesures visent principalement à optimiser les rendements de la trésorerie tout en réduisant les principaux risques, auxquels la Société s'expose, tels que décrits ci-dessous :

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché correspond au risque que la valeur d'un instrument financier fluctue en raison de la variation des paramètres qui sous-tendent leur évaluation, notamment les taux d'intérêt et les cours boursiers.

RISQUE LIÉ AUX TAUX D'INTÉRÊT

Le risque lié aux taux d'intérêt survient lorsque les fluctuations des taux d'intérêt modifient les flux de trésorerie des placements de la Société.

RISQUE DE CRÉDIT

L'utilisation d'instruments financiers peut entraîner un risque de crédit qui correspond au risque de perte financière résultant de l'incapacité ou du refus d'une contrepartie de s'acquitter entièrement de ses obligations contractuelles. Les politiques de la Société en matière de gestion du risque de crédit comprennent l'autorisation d'effectuer des opérations de placements avec des institutions financières reconnues, ayant des cotes de crédit d'au moins A et plus soit en obligations, fonds de marché monétaire ou en certificats de placement garantis. Conséquemment, la Société gère le risque de crédit en se conformant aux politiques de placement établies. La Société établit des politiques de placement qui sont revues, mises à jour régulièrement et approuvées. Ces politiques définissent des limites quant aux risques de crédit selon les caractéristiques des contreparties.

RISQUE DE CONCENTRATION

Le risque de concentration survient lorsque des investissements sont effectués auprès de plusieurs entités ayant des caractéristiques semblables ou lorsqu'un investissement important est effectué auprès d'une seule entité. À la fin de l'exercice, la Société détenait plus de 78 % de son portefeuille d'équivalents de trésorerie dans un titre de fonds de marché monétaire.

RISQUE D'ILLIQUIDITÉ

Le risque d'illiquidité représente l'éventualité que la Société ne soit pas en mesure de réunir, au moment approprié et à des conditions raisonnables, les fonds nécessaires pour respecter ses obligations financières. La Société gère ce risque de manière à s'assurer qu'elle dispose en permanence des liquidités suffisantes pour être en mesure de respecter ses obligations financières actuelles et futures, tant dans des conditions normales que dans des circonstances exceptionnelles. Les stratégies de financement pour assurer la gestion de ce risque incluent le recours au marché des capitaux, par l'émission de capitaux propres ou de titres de dette.

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES FINANCIÈRES

La direction est d'avis qu'elle pourra obtenir du capital à long terme afin de permettre la réalisation des objectifs corporatifs de la Société. Par contre, il n'est pas possible de garantir que ces ressources financières seront disponibles.

VOLATILITÉ DU COURS DES ACTIONS

Le cours du marché des actions de la Société est sujet à la volatilité. Des différences relevées entre les résultats financiers ou scientifiques, comparées aux attentes des analystes qui suivent les activités de la Société, peuvent avoir des répercussions importantes sur le cours des actions de celles-ci.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le président-directeur général, ainsi que le vice-président finances et chef des opérations financières de la Société sont responsables d'établir et de maintenir les contrôles et procédures de divulgation de la Société. Ils sont aidés dans cette responsabilité par le comité de communication qui est composé des membres de la haute direction, du directeur des communications et des relations aux investisseurs ainsi que du conseiller juridique de la Société. Tel que requis par la législation en valeurs mobilières, le président-directeur général et le vice-président finances et chef des opérations financières ont effectué une évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information et ont conclu que les contrôles et procédures en question sont efficaces.

DÉCLARATION PROSPECTIVE

Le présent document contient certains énoncés prospectifs qui reflètent les attentes actuelles de la Société liées aux activités futures. Les énoncés prospectifs comportent des risques et des incertitudes. Les résultats réels peuvent être sensiblement différents de ceux qu'anticipe la Société et qui sont décrits aux pages précédentes. Il est conseillé aux investisseurs de consulter les rapports annuels et trimestriels courants ainsi que le dépôt de la notice annuelle de la Société afin d'obtenir plus de renseignements sur les risques et incertitudes liés aux présents énoncés prospectifs. Le lecteur ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs de la Société.

Cette analyse par la direction a été préparée en date du 5 mars 2008. Des informations additionnelles sur la Société sont disponibles par le dépôt de communiqués de presse, d'états financiers trimestriels et de sa notice annuelle sur le site Internet SEDAR (www.sedar.com).



Marc Boisjoli, M.Sc.

Vice président, finances et chef des opérations financières

Le 5 mars 2008